

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Pax-Americana-a-partir-de-demain-avec-Obama-II>

# « Pax Americana » à partir de demain avec Obama II

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : dimanche 20 janvier 2013

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Demain, Barack Obama entamera son deuxième mandat présidentiel, pour lequel il disposera d'un nouveau cabinet. La désignation du sénateur multimillionnaire John Forbes Kerry comme nouveau chef de la politique extérieure des États-Unis est la pire nouvelle pour ceux qui croient au multilatéralisme, au droit international et au respect des droits de l'homme. Membre de la puissante famille propriétaire de la revue *Forbes* et marié avec Theresa Heinz, héritière de l'une des plus grandes entreprises alimentaires mondiales, Kerry s'est opposé dans sa jeunesse à la politique d'isolement de Cuba et au financement de la contre-révolutionnaire grâce aux ventes clandestines d'armes à l'Iran. Mais ce sont des prises de positions d'un passé lointain.

En 2002, bien qu'il intègre le bloc démocrate, Kerry a voté l'autorisation au président Bush d'envahir l'Irak sans l'appui du Conseil de Sécurité des Nations Unies, parce que le multilatéralisme serait « *un prétexte pour ne rien faire* » et serait délégué à des tiers « *notre sécurité et la responsabilité présidentielle de défendre les États-Unis d'Amérique* ». Il a aussi appuyé l'annexion de Jérusalem par Israël et la colonisation de la Rive Occidentale du Jourdain, condamnées par le même Conseil. Comme Bush, il cherche « *à annuler le système international postérieur à la Deuxième Guerre mondiale basé sur le droit et la sécurité collective, pour imposer par la force une Pax Americana* », a écrit le professeur de l'Université de San Francisco, Stephen Zunes, dans un article publié le 3 janvier par la revue *Foreign Policy In Focus* [\[1\]](#)

Même après que le gouvernement ait reconnu que n'il n'y avait pas en Irak les armes de destruction massive désignées, Kerry a dit que le régime répressif pourrait les fabriquer plus tard. « *Le plus inquiétant est qu'il y a beaucoup de gouvernements répressifs dans le monde qui à l'avenir pourraient constituer une menace pour les États-Unis d'Amérique. Apparemment Kerry croit que le président devrait avoir une totale liberté pour les attaquer à tout moment* », ajoute M. Zunes. Depuis le Sénat, il a appuyé les annexions territoriales israéliennes pour établir davantage de colonies sur un territoire palestinien, les assassinats sélectifs et l'attaque d'une flottille humanitaire désarmée dans lesquelles sont morts 19 membres de l'équipage, y compris un Usaméricain.

Quand un panel de juristes internationaux du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a présenté les preuves à propos de crimes contre humanité commis par l'Israël et par le Hamas, Kerry a affirmé que les plus de 800 morts civils produits par Israël étaient légaux et de la responsabilité du Hamas parce que toute l'opération israélienne constituait un acte d'auto-défense. Il a aussi affirmé que le Hamas et le Hezbollah avait utilisé ces civils comme boucliers humains, mais il s'est refusé à fournir les preuves sur lesquelles il se serait basé pour cette affirmation démentie par les enquêteurs des Nations Unies. Il a aussi reproché que le rapport ignorait les efforts israéliens pour empêcher des pertes civiles, en prévenant de l'imminence des bombardements grâce à des tracts et de soi-disant appels téléphoniques aux foyers palestiniens. « *En réalité, le rapport a conclu que tels avis ont été tardifs et vagues comme pour permettre que les civils se missent à l'abri* ». Et ceux qui en suivant ces avis se sont dirigés vers le centre de la ville de Gaza, sont restés directement dans la ligne de tir israélienne, qui « *a attaqué avec des mortiers et des bombes au phosphore les installations et l'école des Nations Unies* », où « *il n'y avait pas de cibles militaires légitimes* ».

En 2004, Kerry a mis en doute l'engagement du Secrétaire Général des Nations Unies Kofi Annan dans la lutte contre le terrorisme, seulement parce qu'il a appuyé la décision de l'Assemblée générale de solliciter au Tribunal international de Justice un avis sur la légalité de la construction par Israël d'un mur de séparation dans les territoires occupés. Le tribunal a statué que le mur était illégal et Kerry a soutenu une résolution du Sénat, condamnant l'opinion consultative « *d'un tribunal politisé* » et priant instamment les Nations Unies à ne pas adopter de résolution qui retardait ou empêchait la construction du mur « *pour empêcher des attaques terroristes* ». Pour Kerry un quelque objection devrait être transmise à la justice de la puissance occupante. La résolution, qui n'a pas été approuvée, mentionnait pour la première fois la Rive Occidentale du Jourdain comme « *un territoire en dispute* » et pas comme occupé, ce qui aurait comparé la légitimité des revendications du conquistador israélien avec celle des palestiniens qui ont vécu là pendant des siècles. De plus, les territoires disputés seraient restés à la marge de la quatrième convention de Genève. Avoir pour Secrétaire d'État un homme avec une position si extrémiste « *envoie à la*

communauté internationale le message que peu a changé depuis le gouvernement de Bush », conclut Zunes.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Eisenhower, en 1953, les présidents prêtent serment le 20 janvier. Comme c'est la première fois que cela tombe un dimanche, la date a glissé au lendemain, qui coïncidera avec l'un des plus importants jours fériés, le Jour de Martin Luther King, qui a lieu chaque troisième lundi de janvier. À la suite de cette coïncidence, le spécialiste de la lecture critique des médias Norman Solomon a titré un papier par un sordide jeu de mots. « *King : I have a dream. Obama : I have a drone* » (« j'ai un rêve » fut le titre du célèbre discours dans lequel le leader de la lutte pour les droits civiques a imaginé l'avenir de son pays sans oppression raciale, de manière qu'un descendant d'africains pût arriver à la présidence, et drone est le nom avec lequel sont connus en anglais les avions sans équipage qui sont devenus l'arme préférée des Forces armées, avec laquelle le rêve de Luther King s'avère un cauchemar).

Desde la asunción de Eisenhower, en 1953, los presidentes prestan juramento el 20 de enero. Como ésta es la primera vez que cae en domingo, la fecha se corrió para mañana, por lo cual coincidirá con uno de los feriados más importantes, el Día de Martin Luther King, que se celebra cada tercer lunes de enero. A raíz de esa coincidencia, el especialista en lectura crítica de los medios Norman Solomon tituló una columna con un sombrío juego de palabras. « *King : I have a dream. Obama : I have a drone* » (yo tengo un sueño fue el título del célebre discurso en el que el líder de la lucha por los derechos civiles imaginó el futuro de su país sin opresión racial, de modo que un descendiente de africanos pudiera llegar a la presidencia, y drone es el nombre con que se conocen en inglés los aviones no tripulados que se han convertido en el arma preferida de sus Fuerzas Armadas, con lo cual el sueño de King resultó una pesadilla).

Solomon cite une estimation du quotidien anglais *The Guardian* : pendant le premier mandat d'Obama, la CIA et les Forces armées ont tué avec des drones pas moins de 2 500 personnes, le chiffre minimal qui peut être beaucoup plus élevé. Le quotidien cite l'ex-membre du groupe antiterroriste d'Obama pendant la campagne présidentielle de 2008, Michael Boyle, qui pense que la Maison Blanche a relâché les règles sur les conditions de leur emploi, ce qui a augmenté les pertes parmi les non combattants avec des attaques sur des mosquées ou des cortèges funèbres. Sa conclusion est que cela stimulera une nouvelle course aux armements dont surgiront renforcés les actuels et futurs ennemis, dans un système international de plus en plus violent. C'est pourquoi, dit Solomon, demain il y aura beaucoup de rhétorique depuis le podium inaugural, mais l'esprit de Martin Luther King sera ailleurs.

**Horacio Verbisky** pour Página 12

[Página 12](#). Buenos Aires, le 20 janvier 2013.

### [\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

|  |
|--|
| <p>* <b>Horacio Verbitsky</b>, né à Buenos Aires, est un écrivain et journaliste argentin. Il préside aujourd'hui le Centre d'études légales et sociales (CELS).</p> |
|--|

[1] « [The Case Against Kerry](#) » by Stephen Zunes. Foreign Policy In Focus, January 3, 2013